Initiatives ministérielles

M. Lapierre: Il ne s'agit pas d'un sondage.

M. Karygiannis: Le député prétend qu'il ne s'agit pas d'un sondage. Vous feriez bien de commencer à vous ouvrir les yeux. Vous devriez vous rendre à l'évidence car les allophones forment le tiers de la population québécoise, je dis bien le tiers de la population québécoise.

M. Lapierre: On les consultera.

M. Karygiannis: Ils sont venus au Canada par choix et c'est au Canada qu'ils choisissent de rester. Ils ne veulent pas que le Québec se sépare.

M. Lapierre: On les consultera.

M. Karygiannis: Le député dit qu'on les consultera. Je suis sûr qu'on le fera, monsieur le Président.

Vous me dites qu'il me reste encore deux minutes. J'en profite pour rappeler qu'un parti défendra l'unité canadienne au fur et à mesure que nous approchons de l'an 2000. Il y a un parti qui fera l'impossible pour maintenir le Canada uni, monsieur le Président, et ce n'est ni le Parti conservateur ni le NPD car nous sommes au courant de ce que dit le député néo-démocrate du Québec. Nous savons ce qu'il veut faire. Il veut vendre ce pays pour pouvoir se faire élire et pour obtenir un siège de plus pour son parti à la Chambre des communes.

Nous savons que le Bloc québécois dit: «Votez pour nous, nous allons faire la séparation».

Mais il existe un parti qui combattra de toutes ses forces pour garder notre pays uni, et ce parti n'est nul autre que le Parti libéral.

M. Stan Keyes (Hamilton-Ouest): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour intervenir dans le débat à l'étape du rapport sur le projet de loi C-40, modifiant la Loi sur la radiodiffusion.

La mesure législative dont nous sommes saisis est semblable au projet de loi présenté à la Chambre avant que je sois élu député, en 1988. En raison du déclenchement des élections, le premier projet de loi était mort au *Feuilleton*.

En tant qu'ancien journaliste du domaine de la radiodiffusion, le principal problème que je vois dans le projet de loi—problème aussi perçu par l'opposition officielle—c'est qu'il abandonne le mandat donné en 1968 à la SRC qui était, et je cite: «contribuer au développement de l'unité nationale et témoigner constamment de la spécificité canadienne».

Comme d'autres Canadiens, j'en suis sûr, j'ai toujours trouvé que la SRC a été un excellent instrument d'unité canadienne et a très bien su exprimer notre identité, faire

la promotion de nos traits culturels propres, de notre dualité linguistique et de notre diversité régionale.

Là où il n'y a pas de stations affiliées à Radio-Canada, les chaînes ont tendance à s'en remettre aux nouvelles provenant des réseaux américains qui ont les budgets et les ressources pour avoir des correspondants partout dans le monde. Bien sûr, ces réseaux offrent de bons services de nouvelles et de bons reportages, mais ils présentent le point de vue d'un autre pays, très différent du nôtre, notamment dans ses grands courants de pensée et son idéologie.

Nous avons eu le courage d'établir un réseau national de radiodiffusion et de télédiffusion, en partie pour créer un contrepoids aux fortes influences culturelles venant du sud.

Lorsque je travaillais à la télévision, dans la ville de Barrie, en Ontario, CKVR, station affiliée à Radio-Canada, avait la chance de pouvoir compter en partie sur des nouvelles du Canada et du monde entier. Puis, à l'emploi de CHCH-TV de Hamilton, en Ontario, il m'est apparu évident qu'en raison de restrictions budgétaires et parce que cette station était indépendante, c'est-à-dire qu'elle n'était affiliée ni à la SRC ni au réseau CTV, nous devions acheter les nouvelles internationales de NBC. Ces nouvelles dénotaient une perception toute américaine des événements, ce que l'on ne saurait nier. On peut dire la même chose des autres organismes d'information du pays. Au lieu de retransmettre des émissions américaines, ils pourraient présenter des émissions de nouvelles d'un point de vue canadien, qui seraient animées par des Canadiens et traiteraient de questions internationales intéressant les Canadiens.

• (1620)

La disposition sur l'unité nationale vient en partie du fait que le Canada est si vaste et qu'il comprend des régions si éloignées du centre, qu'il était nécessaire d'offrir à ces régions un certain contenu canadien. Nombre de gens se demandent ce qu'on entend par l'identité canadienne. Quelle qu'en soit la définition, la porte-parole de l'opposition officielle pour les communications, la députée de Mount Royal a dit qu'il ne fait pas de doute que n'eût été d'une détermination constante et à toute épreuve ainsi que des efforts directs et soutenus du gouvernement, nous n'aurions jamais pu survivre ou préserver notre identité.

Le projet de loi aurait pour effet de retirer à la société Radio-Canada le mandat de promouvoir l'unité nationale. Radio-Canada est certes bien établie, mais il ne faut pas en conclure qu'elle doit se détourner de son rôle en ce qui a trait à l'unité nationale, car, après tout, l'influence américaine ne s'est pas affaiblie, bien au contraire. Ne